

Méthanisation.

« Mieux que le gaz de schiste »

Frédérique Le Gall

Hier, au salon Biogaz de Saint-Brieuc, le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a plaidé pour un développement de la méthanisation agricole.

« On va essayer de simplifier les choses mais sans remettre en cause les règles environnementales », a déclaré, hier, Stéphane Le Foll.

« Avant d'aller explorer des gisements de gaz de schiste au plus profond de la terre, commençons par valoriser le gaz qui est dans la matière organique que nous avons à portée de main », a affirmé, hier, le ministre de l'Agriculture, à l'occasion de sa visite au salon briochin consacré à la méthanisation.

Un an après avoir lancé dans le Morbihan son plan EMAA (énergie méthanisation Autonomie Azote), le ministre est revenu en Bretagne pour enfoncer le clou auprès des agriculteurs, d'autant que la France a un gros retard à rattraper. Pour Stéphane Le Foll, la méthanisation à la ferme présente au moins deux



Photo François Destoc

avantages : d'une part, produire de l'énergie renouvelable et en tirer un revenu supplémentaire et, d'autre part, permettre une meilleure gestion de l'azote, avec moins d'achat d'engrais chimique à la clé.

Décollage

« Avec la méthanisation agricole, nous faisons d'un déchet un fertilisant. C'est un changement d'approche dans une démarche d'économie circulaire voulue par le gouvernement. Les premiers acteurs de changement sont les agriculteurs eux-mêmes », a insisté le ministre.

Selon les chiffres du ministère, fin 2012, il y avait en France 90 métha-

niseurs à la ferme. Il y en a aujourd'hui plus de 140 (contre 5.000 en Allemagne).

« La méthanisation est en train de décoller. Il faut maintenant que l'on organise son développement. Il faut mettre au point une stratégie plus cohérente, plus structurée », a indiqué Stéphane Le Foll. Le ministre est conscient de la complexité des démarches administratives imposées aux porteurs de projet. « On va essayer de simplifier les choses mais sans remettre en cause les règles environnementales. » Il a promis également de lancer le débat sur la fiscalité des installations, assez dissuasive aujourd'hui.